



DÉLIBÉRATIONS

Le 4 juin 2026 à 15h00, les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD-SCHNEIDER, Madame Zohra AMIMI, Madame Brigitte BROUT, Madame Marine CARON, Monsieur Samantigui DOUMBIA, Monsieur François HAINIGUE, Monsieur Dorian JUSTIN, Monsieur Jamal KHERBECHE, Madame Dominique LABARRE, Madame Clémentine LE DUEY, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Madame Elisabeth MENESTRIER, Madame Adeline PIERRE, Madame Gaëlle SILVESTRE,

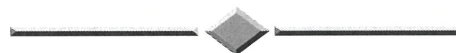
Étaient représentés :

Madame Élise BOQUIÉ ayant donné pouvoir à Monsieur François HAINIGUE
Madame Martine LELAIT ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD-SCHNEIDER
Madame Juliana VIENNE ayant donné pouvoir à Madame Clémentine LE DUEY

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 29 mai 2026



DÉLIBÉRATIONS

21 EVOLUTION DES EMPLOIS DU PERSONNEL

MESDAMES, MESSIEURS,

- AJUSTEMENT DES EMPLOIS PERMANENTS

Par délibération du 12 décembre 2025, le Conseil d'Administration du CCAS, a approuvé la nouvelle base du tableau des emplois permanents.

Dans l'optique de suivre au plus près les évolutions d'emplois au sein des directions, il y a lieu d'ajuster les intitulés de poste autant que de besoin.

De même, pour mieux répondre aux besoins du CCAS en termes de niveaux de compétences et/ou d'élargir la capacité à recourir à davantage de compétences potentielles, il est proposé d'ouvrir le recrutement sur certains emplois à plusieurs cadres d'emplois.

- AJUSTEMENT DES INTITULES ET/OU CADRES D'EMPLOIS

Trois emplois intitulés « Cellule administrative et Logistique, courrier », relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux et/ou des rédacteurs territoriaux deviennent « Assistant.e de gestion administrative » et ne relèveront désormais que du cadre d'emplois des Adjointes administratifs territoriaux.

Un emploi intitulé « Cellule administrative et gestion logistique » relevant du cadre d'emplois des Adjointes administratifs territoriaux devient « Assistant.e administratif polyvalent » tout en restant sur le même cadre d'emploi.

Par ailleurs, l'emploi intitulé « Cellule administrative et gestion logistique » relevant du cadre d'emplois des Adjointes techniques territoriaux devient « Assistant.e de gestion logistique » tout en restant sur le même cadre d'emploi.

- CREATION ET SUPPRESSION D'EMPLOIS

Suite à l'évolution des besoins en prévention, l'emploi d'assistant courrier prévention relevant du cadre d'emplois des Adjointes techniques territoriaux est supprimé au profit de la création d'un emploi d'agent de prévention relevant du même cadre d'emplois de référence.

Enfin, suite à l'évolution des besoins au sein du secteur logement et Service Actions et Insertion Sociales, l'emploi de gestionnaire administratif relevant du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux rattaché à la cellule logement est supprimé au profit de la création d'un emploi de Chargé.e d'appui au pilotage auprès du Service Actions et Insertion Sociales relevant du même cadre d'emplois de référence.

DÉLIBÉRATIONS

- **AJUSTEMENT ET CONSOLIDATION DU TABLEAU DES EMPLOIS NON PERMANENTS**

- AJUSTEMENT DES EMPLOIS NON PERMANENTS

Le Conseil d'administration du CCAS en date du 12 décembre 2025 a adopté une délibération cadre portant sur le recours à des agents non permanents pour assurer la continuité de service.

Le CCAS fait le constat du besoin de recourir, en plus de l'organisation actuelle, à des gardiens vacataires durant la journée du samedi au sein des résidences autonomie pour assurer la continuité de présence et en particulier la sécurité des personnes et des bâtiments sur les périodes non couvertes par la présence des agents permanents au sein des résidences.

Le besoin est déjà couvert, par ailleurs, pour assurer la surveillance la nuit, le dimanche et les jours fériés.

Ainsi, compte tenu des besoins de présence et de surveillance au sein des résidences, il pourrait être nécessaire de recruter jusqu'à 30 gardiens vacataires dans l'année sur un taux en journée de 46.93 € bruts par jour.

Par ailleurs, en raison de l'augmentation du besoin du CCAS en matière d'expertise médicale et du nombre décroissant de médecins agréés disponibles, le CCAS aura désormais recours aux services de médecins vacataires pour la réalisation en interne d'expertises médicales selon les besoins.

Ces missions ponctuelles et spécifiques seront exécutées mensuellement, selon les besoins en expertises. Le coût horaire s'élèverait à 173,64 € brut. Le médecin agréé pourra réaliser une ou plusieurs expertises au cours d'une heure de vacation, le motif de l'expertise ne nécessitant pas la même durée de rendez-vous.

- CONSOLIDATION DES EMPLOIS NON PERMANENTS

Le tableau des emplois non permanents reflétant les besoins temporaires du CCAS pour assurer la continuité du service public a été adopté au CA du 12 décembre 2025.

Des ajustements sont venus enrichir ce tableau lors de cette présente délibération.

Aussi, afin d'apporter un panorama global des besoins du CCAS, il est proposé d'abroger la délibération du 12 décembre 2025 pour la partie relative aux emplois non permanents de son annexe 3 et d'approuver l'ensemble des emplois non permanents de l'annexe 2 adjointe à la présente délibération dans sa version consolidée et complétée.

Le conseil d'administration est invité à :

- Approuver les ajustements des emplois permanents, détaillés en annexe 1,
- Approuver les emplois non permanents et leur rémunération, détaillés en annexe 2.

DÉLIBÉRATIONS

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L313-1 et L332-23,

VU l'Article R. 123-21 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du 12 décembre 2025 portant création du tableau des emplois permanents,

VU le Décret n°88-145 du 15 février 1988 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

VU le Décret n°2023-312 du 26 avril 2023 portant relèvement du minimum de traitement dans la fonction publique qui augmente le minimum de traitement des agents publics à compter du 1er mai 2023,

VU le Décret n°2023-519 du 28 juin 2023 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation à compter du 1er janvier 2024,

VU la Délibération du 12 décembre 2025 relative à la rémunération des agents non permanents,

VU l'Avis du Comité social territorial du 28 mai 2026,

CONSIDÉRANT les ajustements de la qualification d'emplois à temps complet et non complet résultant de vacances de postes, de changements de filière ou de cadres d'emplois, des transferts de postes, de création, de suppression de postes ou de l'évolution des missions sont nécessaires,

CONSIDÉRANT que les agents non permanents du CCAS de Rouen sont rémunérés en référence à un indice de rémunération fixé par les grilles indiciaires ou en référence au SMIC ou à un taux horaire, journalier,

CONSIDÉRANT que le CCAS de Rouen souhaite compléter la délibération cadre des modalités de rémunérations des agents non permanents,

CONSIDÉRANT qu'il convient de délibérer pour fixer les modalités de rémunération et de révision des taux de rémunérations des gardiens vacataires recrutés en journée au sein des résidences autonomie,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ :

- Approuve les ajustements portant sur les emplois permanents détaillés en annexe 1,
- Précise que les emplois créés seront pourvus par des fonctionnaires titulaires d'un grade appartenant au(x) cadre(s) d'emplois dont relèvent les postes, ou en l'absence de ces fonctionnaires par des agents contractuels justifiant nécessairement des diplômes requis pour se présenter aux concours correspondants au niveau du poste concerné ou d'une expérience professionnelle équivalente. La rémunération est calculée sur la base de la grille indiciaire et des primes afférentes au grade concerné,

DÉLIBÉRATIONS

- Autorise, en l'absence de candidature de fonctionnaires ou si la candidature d'un agent contractuel présente un avantage déterminant en matière d'expérience, de formation ou de compétence, le recrutement d'agents contractuels sur le fondement de l'article L. 332-8 1° et 2° dont les candidatures correspondent aux missions générales de l'emploi décrites dans les fiches de postes correspondantes. La rémunération sera fixée par le ou les cadres d'emplois ouverts pour chaque emploi,
- Précise que les dispositions autorisant le recours au recrutement d'agents contractuels suivront les évolutions règlementaires et législatives,
- Abroge la délibération du 12 décembre 2025 - partie emplois non permanents et son annexe 3,
- Approuve les emplois non permanents dans sa version consolidée présentée en annexe 2,
- Autorise à recruter et à rémunérer des agents non permanents dans le cadre selon les modalités recensées dans l'annexe 2 à la présente délibération,
- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S., ou son représentant, à signer tout document relatif à ce dossier.
- DIT que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois sont inscrits au budget, chapitre 012 et aux budgets annexes au groupe II - « Dépenses afférentes au personnel ».


À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

Votants :

- Pour : 16
- Contre : 0
- Abstention : 1
- Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation


Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.